

Brève histoire contemporaine du Liban

Il ne s'agit en aucun cas, ici, de faire une présentation exhaustive de l'histoire contemporaine du Liban. Des choix ont été délibérément faits afin de donner un éclairage historique au film Valse avec Bachir. C'est pourquoi les relations qu'entretiennent le Liban et la Syrie ne sont que très rapidement évoquées alors qu'elles sont fondamentales pour comprendre le Liban d'aujourd'hui.

Le Liban a la particularité d'être le plus petit état du Proche-Orient. Il bénéficie d'une ouverture sur la Méditerranée. Il a aujourd'hui pour voisins, la Syrie et Israël. Sa singularité dans la région tient surtout de son absence de souveraineté totale sur son territoire, s'expliquant, d'une part, par les nombreuses communautés présentes dans le pays et, d'autre part, par les diverses interventions extérieures que le pays a pu subir, notamment, au cours du XX^e siècle.

A. Le Liban des années 20 à la guerre du Liban

- Jusqu'à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, ce territoire est sous domination ottomane tout comme une grande partie du Proche-Orient. Avec la défaite de l'Empire ottoman dans le conflit, la SDN, fraîchement créée, confie une grande partie de la région à la France et au Royaume Uni sous la forme de mandat (ainsi le RU gère l'Irak, la Palestine et la France, la Syrie). Le territoire libanais, lui, va disposer d'un régime à part : il est isolé des autres régions syriennes du Levant qui forment le royaume de Syrie et la région du Mont-Liban bénéficie d'une autonomie. Mais sous la pression des nationalistes et de certaines communautés religieuses (les chrétiens Maronites notamment), les Français, en 1920, proclament l'Etat du Grand Liban et fixent ses frontières. (en additionnant d'autres provinces)
- Lors du second conflit mondial, la France libre accorde l'indépendance au Liban en 1943. Celui-ci, pour s'organiser doit faire face aux clivages qui animent les différentes communautés.

En effet, le Liban est peuplé de diverses communautés religieuses, qui se sont implantées au fil des invasions, courants migratoires ou autres croisades :

- Les Maronites sont des chrétiens qui ont trouvé refuge sur ce territoire au VIII^e siècle en fuyant les persécutions de Byzance. Ils ont, par la suite, tissé des liens avec l'Eglise catholique suite aux croisades, les Francs étant les gardiens, pour un temps, des lieux saints. D'autres communautés chrétiennes sont aussi présentes : Arméniens, Grecs orthodoxes, tous regroupés vers Tripoli, Beyrouth ou Saïda.
- Les musulmans sont aussi présents de manière divisée :
 - les sunnites au nord et à l'est (cf. conquêtes arabes au VII^e siècle + colonisation ottomane). Le sunnisme est le courant religieux majoritaire de l'Islam (85 à 90 % des musulmans) Leur nom vient de « *Sunna* » qui signifie la « pratique du prophète », ses faits et gestes, ses paroles. La Sunna est la seconde source des connaissances après le Coran.
 - les chiïtes dans la plaine de la Bekaa et au sud près de la frontière israélienne. Ces musulmans sont partisans du chiïsme qui reconnaît les

descendants d'Ali (gendre et cousin de Mahomet) comme légitimes successeurs du prophète. – ces deux principaux courants se subdivisent eux même en plusieurs courants théologiques...-

- les Druzes, minoritaires, que l'on trouve dans les montagnes du Chouf. A l'origine, ce sont des musulmans venus du Caire, issus du chiisme, mais influencés par la philosophie grecque et bouddhiste, qui trouvent refuge dans les montagnes libanaises vers la fin du XIIème siècle. Par ex., ils rejettent la charia, n'ont ni liturgie, ni lieu de culte.

Le pays doit donc se construire malgré ces divisions. Ceci explique la création du Pacte national en 1943 qui fixe la répartition des pouvoirs. Il s'appuie sur l'équilibre démographique des différentes communautés en 1932. Ainsi, il est établi qu'un maronite sera en charge de la Présidence de la République ; un sunnite de celle du gouvernement ; et un chiite de celle de l'Assemblée nationale. Au sein du parlement, les différentes communautés chrétiennes disposaient de 54 sièges contre 45 pour les diverses communautés musulmanes, et ce jusqu'en 1989 (pour mettre fin à la guerre civile, on décida d'accorder 64 sièges aussi bien aux chrétiens qu'aux musulmans).

Les conflits entre les différentes communautés se font très vite sentir.

- Le Liban va être touché par la création de l'Etat d'Israël. L'ONU adopte son plan de partage de la Palestine en deux États en 1947, plan rejeté par les Arabes et les Palestiniens. Ceci donne lieu à une 1^{ère} guerre entre Israël et 5 armées arabes et entraîne l'exode de nombreux Palestiniens qui s'implantent notamment au Sud du Liban.

La résistance palestinienne face à l'occupant israélien s'infiltrer dans les camps de réfugiés. Les camps de réfugiés servent en effet de bases de données et d'entraînement militaire, et plusieurs centaines de *fedayins* lancent des opérations commando contre la frontière nord d'Israël, ou même des actions terroristes à l'étranger. Les *fedayins* sont de petits groupes de commandos palestiniens ne reconnaissant pas Israël et qui s'y opposent par les armes. Devant la résistance qui s'organise, Israël attend du Liban qu'il assure sa sécurité en contrôlant l'activité des Palestiniens sur son territoire, mais le Liban est trop faible pour résoudre le problème.

Les *fedayins* palestiniens se servent du Sud Liban comme base anti-israélienne de façon plus systématique après la guerre des Six Jours de 1967, au cours de laquelle Israël occupe le Sinaï, la Cisjordanie, Jérusalem-Est et le Golan (en Syrie). Le Fatah, parti de Yasser Arafat fondé en 1959 prend davantage d'ampleur. Il a pour grand objectif de « *libérer tout le territoire palestinien de l'entité sioniste* ». Le Fatah fait partie de L'OLP (créé en 1964).

En septembre 1970, la terrible répression des Jordaniens menée envers les *fedayins* palestiniens renforce leur présence au Liban.

B. La guerre du Liban, l'opération « Paix en Galilée » et les massacres de Sabra et Chatila

- Le matin du 13 avril 1975, Pierre Gemayel est visé par les Palestiniens, lors de l'inauguration d'une église. Les tirs font un mort. La famille Gemayel est l'une des plus grandes familles du Liban. C'est une famille maronite. Pierre, le père de Bachir,

est le co-fondateur des phalanges chrétiennes libanaises en 1936, bien avant l'indépendance. Il s'agit d'un parti politique indépendantiste doté d'une structure paramilitaire. Pierre Gemayel accepte l'accord du Caire en 1969 misant sur la tentative du Président libanais Charles Hélou de circonscrire l'activité des *fedayins* palestiniens qui utilisent le Liban comme base d'attaque contre Israël.

Le même jour, l'après-midi, des mitrailleurs phalangistes attaquent un bus passant dans la même rue, et massacrent une partie de ses passagers palestiniens. C'est le début de la guerre civile. Le pays connaît alors une vague de massacres.

En 1976, des dirigeants maronites réclament du secours et avalisent l'intervention syrienne. Cette présence militaire ravive les tensions et enferme les Libanais dans des luttes internes. En 1978, dans le Sud, les Israéliens appliquent la nouvelle « stratégie préventive » contre les attaques palestiniennes et multiplient les incursions armées. (cf. Opération Litani) Ils provoquent l'exode de 200 000 Libanais. L'armée israélienne se retire en juillet mais fait obstacle au déploiement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Elle confie le contrôle d'une « ceinture de sécurité » d'une dizaine de kilomètres de profondeur à l'« Armée du Liban libre », une fraction de l'armée régulière isolée, pour empêcher l'avancée des forces palestiniennes dans l'extrême Sud. Ainsi, Israël cherche à élargir la « zone de sécurité » au sud.

- En 1982, un attentat est commis à Londres contre un diplomate israélien. Les dirigeants israéliens l'attribuent immédiatement à 144 membres de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Ils décident alors d'envahir le Liban pour y détruire ses bases. Dès le lendemain, l'armée israélienne procède à des bombardements des camps de l'OLP au Liban, en représailles contre l'attentat. En fait, l'organisation de Yasser Arafat n'est pas impliquée. L'attentat a été commandité par le PSNS (parti social nationaliste syrien).

L'armée israélienne, Tsahal, est soutenue par l'Armée du Liban Sud, une milice libanaise anti-palestinienne. Les phalanges libanaises sont alliées d'Israël durant cette période.

Parmi les principaux dirigeants israéliens : Le premier ministre israélien de l'époque est Menahem Begin, tandis que Ariel Sharon est le ministre de la Défense, et Rafael Eitan le chef d'État-major de Tsahal.

Très vite la situation se dégrade : l'OLP réplique par des tirs de roquettes sur le Nord d'Israël, entraînant de nouveaux bombardements de ses positions par Tsahal.

Le 6 juin, l'armée israélienne déclenche l'opération « Paix en Galilée » pour faire cesser les tirs de l'OLP, et entre au Liban, avançant jusqu'à Beyrouth. La droite israélienne (le Likoud) est déterminée à en finir définitivement avec l'OLP, afin d'anéantir le nationalisme palestinien dans les territoires occupés, ce qui gêne une implantation facilitée des Israéliens sur ces territoires. De très nombreuses pertes civiles.

Les troupes de Tsahal traversent les lignes tenues par la FINUL, force d'interposition placée par l'ONU, franchissent la ligne des 40 km nord initialement annoncée comme objectif limite par le ministre de la Défense Ariel Sharon et atteignent la capitale, où ils font leur jonction avec les Forces libanaises de Bachir Gemayel. Les troupes syriennes s'effondrent avec des pertes énormes. Les Syriens sont désormais hors jeu.

Seulement une semaine après le début de leur invasion, les Israéliens commencent le siège de Beyrouth Ouest où l'OLP trouvait refuge au milieu de la population civile (entre 200 000 et 300 000 civils). 12 000 *fedayins* dont Yasser Arafat sont encerclés. Mais les Palestiniens gardent en otage les civils de Beyrouth Ouest et les caméras du monde entier sont braquées sur eux. Sharon rencontre les frères Gemayel afin qu'ils liquident la résistance palestinienne réfugiée dans Beyrouth avec leur propre milice, mais la famille Gemayel refuse d'effectuer le « sale travail », d'autant plus que les élections présidentielles ont lieu en août et que les Gemayel ne tiennent pas à se mettre les populations musulmanes à dos. Bachir compte bien se présenter et remporter les élections. Le 3 juillet, Sharon ordonne, du fait de ce refus, le siège de Beyrouth. Les opérations se poursuivent sur la plaine côtière (cf. *Extrait Valse avec Bachir* ch. 04 à partir de 25'00), le Chouf, le sud de la Bekaa. Comme Arafat refuse de quitter la capitale libanaise, la pression des Israéliens contre l'OLP s'amplifie. Le sud de la ville, où les *fedayins* palestiniens ont trouvé refuge, subit d'incessants bombardements. Pour l'État-major, le siège de Beyrouth est l'occasion de tester de nouvelles méthodes de combat, dans l'artillerie notamment.



Extrait Valse avec Bachir ch. 08 56'00 à 58'11

Le soldat fait mention d'une MAG (mitrailleuse d'appui général, créée par les Belges en 1958). Il préfère d'ailleurs cette arme au Galil, mis au point par Israël en 1974 juste après la guerre du Kippour, qui a connu son banc d'essai lors de l'opération « Paix en Galilée » et qui a vite montré ses défauts (de poids excessif notamment). Il a rapidement été remplacé par des fusils américains au sein de Tsahal.

La résistance palestinienne faiblit mais sans être anéantie. Yasser Arafat est contraint de se déplacer sans relâche et il échappe à plusieurs reprises de peu à la

mort. Des plans de paix sont discutés mais ils ont pour effet paradoxal d'intensifier les violences.

Sharon décide, pour accélérer la progression des fantassins d'immeubles en immeubles, de poster des chars à chaque carrefour, pouvant ainsi se déplacer d'avenues en avenues. Les photographies de files entières de voitures aplaties feront le tour des agences de presse, symbolisant l'assaut de Tsahal sur Beyrouth.

Extrait Valse avec Bachir ch. 05 26'58



Dans le même temps, des hélicoptères sillonnent la ville afin de traquer l'ennemi.

Extrait Valse avec Bachir ch. 08 53'20 à 53'38

Les Israéliens sont certes supérieurs militairement mais ils rencontrent des difficultés et délèguent aux milices chrétiennes le contrôle et le « nettoyage » des quartiers non occupés par la résistance palestinienne. Aussi surprenant que cela puisse être, Yasser Arafat n'est plus la cible privilégiée : alors que plusieurs tireurs d'élite ont réussi à le mettre en joue, ces derniers ont reçu l'ordre au dernier moment de ne pas tirer. La raison : les dirigeants israéliens tiennent alors à préserver un interlocuteur crédible avec qui négocier.

Le 12 août, un cessez le feu entre en vigueur : le bilan est alors lourd – 7 000 morts parmi lesquels 1 200 combattants palestiniens et 5 800 civils. Quelques jours plus tard, Bachir Gemayel est élu Président de la République. Un plan de retrait des Israéliens est présenté ; le 21, les *fedayins* et leurs familles quittent Beyrouth vers l'Afrique du Nord, notamment, sous surveillance internationale. Yasser Arafat est l'un des derniers à quitter la capitale libanaise le 30 août, en direction de la Grèce puis de la Tunisie, Tunis plus précisément, où il implante son nouveau QG.

- Le 14 septembre 1982, une bombe détruit le QG de Bachir Gemayel, tué dans l'explosion. Beyrouth va à nouveau connaître le chaos. Mais qui est à l'origine de cet assassinat ? Les soupçons se portent sur Damas, les dirigeants syriens dont Hafez el-Assad ayant toujours considéré le Liban comme partie intégrante de la Grande Syrie. (cf. suspicions au sujet de la mort de Rafic Hariri en fév. 2005).

Les actions anti-syriennes et anti-palestiniennes du camp chrétien s'intensifient. Amine, le frère cadet de Bachir, prend la tête du camp chrétien. Eitan, le chef d'Etat-major de Tsahal s'entend avec les généraux libanais et la famille Gemayel pour rétablir l'ordre à Beyrouth : les Israéliens se chargent d'occuper militairement les quartiers ouest de Beyrouth qui échappent encore à leur contrôle, pendant que

les Phalanges chrétiennes inspecteront les camps de réfugiés palestiniens situés à Sabra et Chatila, au sud de la ville, afin de s'assurer qu'aucun fedayin n'y ait trouvé refuge.

Peu de temps après, Ariel Sharon arrive pour prendre part à cette répartition des tâches.

Du côté des milices chrétiennes sous le commandement d'Elie Hobeika, tout dérape rapidement : le 16 septembre, ils pénètrent à l'intérieur des camps de Sabra et Chatila dans un esprit de représailles. Ils prétextent la présence de membres de l'OLP pour se livrer à de véritables massacres. Les venelles tortueuses des camps sont le lieu d'une chasse à l'homme sanguinaire, sous le regard indifférent des soldats israéliens.

Des agents occidentaux ont même avancé que des membres des Forces Spéciales israéliennes aux cotés des Phalangistes, leur indiquaient les suspects à « neutraliser ».

Au cours de la nuit du 16 au 17 septembre, des centaines de Palestiniens ont été assassinés dont plusieurs dizaines de femmes et d'enfants. Durant cette nuit et la suivante, des unités israéliennes disposant de postes d'observation depuis les toits d'immeubles avoisinants ont illuminé les camps à l'aide de fusées éclairantes, permettant ainsi aux Phalangistes de « punir » les terroristes.



Les atrocités se poursuivent le lendemain malgré l'intervention des officiers israéliens, consternés par l'ampleur des massacres, auprès de leurs généraux. De nombreux cadres de Tsahal sont choqués. Les Américains, mis au courant de la situation, font pression sur les Israéliens pour qu'ils fassent stopper ces actes de barbarie.

Le 18, les Phalangistes quittent les camps laissant derrière eux un monceau de cadavres.

Il n'y a eu aucun décompte exact du nombre de victimes : la Croix rouge libanaise a identifié 460 corps, enterrés sans autopsie. Les estimations évaluent le nombre de victimes à 800 environ.

Selon d'autres sources, les chiffres avancés sur le nombre de victimes de ce massacre oscillent entre 500 et 5000 morts, tués en 2 jours.

L'historienne Bayan Hout a mené de nombreuses recherches pour tenter de faire la lumière sur le nombre de victimes de ce massacre. Ses décomptes sont de l'ordre de 906 tués de plusieurs nationalités (une douzaine environ), dont la moitié sont des Palestiniens... elle comptabilise également 484 disparus, dont 100 ont été sûrement enlevés. Des blessés ont même été tués sur le lit d'hôpital.

Les journalistes sont rapidement alertés : les reportages affluent dans la presse écrite ou à la télévision et suscitent l'effroi en Europe.

Extrait JT Antenne 2 (Bonus DVD)

LA QUESTION DE L'UTILISATION DES IMAGES D'ARCHIVES DANS LE FILM, un point polémique.

Ces archives vidéo proviennent de deux sources : ITN Source et BBC Worldwide d'après le générique mais ne sont présentées à la fin du film sans aucune mention de leur origine.

(Il existe d'autres images d'archives dans le film mais elles sont fabriquées : photo d'un soldat, images de la 2^{nde} guerre mondiale restituées en noir et blanc...)

Ari Folman justifie l'utilisation des images d'archives à la fin du film. Celles-ci étaient d'ailleurs prévues dès le début de l'écriture du scénario. Pour Folman, elles ont pour but de ne pas laisser le spectateur sur l'animation car les massacres sont réels. Son documentaire d'animation n'est, d'ailleurs, pas construit à l'aide d'images d'archives (même s'il en reconstitue ou s'il les évoque) : elles en sont l'aboutissement. Il ne souhaite pas que son film soit perçu comme une simple condamnation de la guerre, un beau film d'animation avec une musique sympa : ces images replacent « *le film dans son contexte* ». Il s'agit, certes, d'une histoire personnelle ; les victimes ne sont pas seulement les jeunes soldats de Tsahal entraînés malgré eux dans cette guerre, mais les centaines de civils massacrés dans les deux camps palestiniens. Il s'agit bien sûr d'une dénonciation de la guerre, mais pas seulement : il pointe du doigt les effets corrupteurs de la guerre : des êtres a priori normaux vont par crainte de la mort, par méconnaissance des lieux dans lesquels on les a envoyés, par incompréhension des missions qu'on leur demande d'accomplir... vont machinalement adopter une attitude défensive, c'est-à-dire tuer et détruire, en adoptant un comportement, cette fois, immoral. (cf. guerre du Vietnam)

L'image brute prise par les caméras des journalistes ne laisse pas la place à l'embellissement du dessin et rompt de fait avec les scènes qui retracent son inconscient, ses hallucinations. « La guerre n'était pas seulement un trip mais une réalité brutale. » Aucun commentaire audio ne vient se superposer.

«L'insert d'actualités télévisées de l'époque à la fin de ce dessin animé apparaît comme le retour du refoulé, point de départ interrogatif de ce projet et conclusion logique de sa réalisation (...), la piqure de réel...», affirme Serge Kaganski dans les *Inrockuptibles* (25 juin 2008).

Cette insertion finale de 50 secondes ne signifie cependant pas pour Folman l'impuissance de l'animation à représenter la guerre.

Selon Jean-Luc Douin, du journal *Le Monde* (16 mai 2008), ces «documents d'archives en vidéo et photo cette fois authentifient les blessures en faisant basculer le film du dessin au drame réel.»

Ceci signifierait-il alors que la photo de presse ou le reportage télé reviendrait au réel ?

Ces images d'archives peuvent aussi déranger par la distance autour de laquelle se construit tout le reste du film vis-à-vis du réel, par la rupture qu'elles occasionnent alors que la création graphique a été délibérément préférée.

Le conseil de Sécurité de l'ONU se réunit en urgence. Une Force multinationale de sécurité pour Beyrouth (FMSB) est envoyée sur les lieux. Le 24 septembre, Amine Gemayel est élu Président de la République.

- Déjà peu convaincue de l'utilité de l'intervention au Liban, l'opinion publique israélienne se réveille sous le choc à l'annonce des massacres des camps de Sabra et Chatila. Une commission d'enquête indépendante se met en place dès le 1^{er} octobre pour évaluer les responsabilités israéliennes dans les massacres. Elle est dirigée par Ytzhak Kahane, juge à la Cour Suprême. Les témoignages de soldats remettent en cause l'intégrité de leur armée.

Extrait JT TF1

http://www.dailymotion.com/relevance/search/beyrouth+1982/video/x6q14j_le-massacre-de-sabra-shatila-1982-i_news

La question de la responsabilité de Tsahal divise la classe politique et les intellectuels. C'est la 1^{ère} fois, à l'occasion de la guerre du Liban, que l'opinion ne soutient pas aveuglement son armée. Dès le lendemain du massacre, 800 000 Israéliens descendent dans la rue pour protester.

Le 7 février 1983, la commission publie son rapport : il conclut à la responsabilité indirecte d'Israël dans les massacres de Sabra et Chatila dans la mesure où les 2 camps palestiniens se trouvaient sous le contrôle de Tsahal au moment des faits. Sharon et les généraux sont particulièrement montrés du doigt. Ces derniers sont rapidement contraints à la démission mais Sharon s'y refuse : son parti, le Likoud, est à la tête de la Knesset et il fait pression sur les autres membres du gouvernement, de part les informations qu'il détient sur les uns et les autres. Le président israélien le convainc malgré tout, dans la mesure où il reste au gouvernement.

Après qu'un ancien général a accédé au poste de président d'Israël en mai, Tsahal quitte Beyrouth le 2 septembre 1983. La capitale est désormais en proie aux rivalités entre Syriens, milices musulmanes, Phalanges chrétiennes, armée et FMSB. Depuis le printemps, la guerre civile s'est ravivée au Liban. Dès 1983, deux nouvelles organisations terroristes s'imposent : le « Djihad islamique » et le Hezbollah. S'ouvre alors une longue période d'attentats et de prises d'otages. La guerre civile

libanaise ne s'achèvera (officiellement) qu'en 1990 (plus précisément en octobre 1989 avec les accords de Taëf) sans que le Liban ne dispose d'une pleine souveraineté : le Liban passe aux mains de la Syrie. [Tsahal a, précédemment, quitté le Liban entre février et juin 1985 en maintenant « une bande de sécurité » à la frontière.]

Céline TAQUE